



Paris, vendredi.  
Marlène Schiappa compte sur l'ouverture d'une vingtaine de points d'accompagnement éphémères dans des centres commerciaux pour aider les femmes victimes de violence.



**Je ne veux pas que les femmes se disent qu'elles doivent subir pendant le confinement.**

#### Quid du financement ?

Je crée un fonds spécial financé par l'Etat de 1 million d'euros pour aider les associations de terrain à s'adapter. Acheter du matériel de télétravail, soutenir les déplacements en taxi... mais aussi préparer la reprise. Nous financerons aussi jusqu'à 20 000 nuitées d'hôtel pour que les femmes puissent fuir l'homme violent, et aussi pour écarter immédiatement du domicile des conjoints violents.

#### Le motif « dépôt de plainte » ne figure pas sur l'attestation de déplacement dérogatoire. Pourtant, elles ont aussi le droit de s'enfuir...

Bien sûr ! Il y a un danger à l'extérieur du fait de la pandémie de coronavirus, mais lorsqu'il y a un danger de mort chez vous parce que vous êtes enfermée avec une personne qui vous frappe, vous agresse, vous humilie, parfois vous viole ou envisage de vous tuer, cette cohabitation doit cesser au plus vite. C'est pour cette raison que nous avons laissé ouvertes les juridictions pour les violences conjugales.

#### Avez-vous constaté une hausse des féminicides ?

Depuis le début de l'année, on estime qu'un féminicide survient environ tous les quatre jours. En 2019, c'était tous les trois jours. On observerait donc un début de ralentissement. Mais prudence, il y en aurait eu deux depuis le confinement. C'est une épreuve collective qui vient percuter l'histoire familiale et personnelle de chaque personne. La situation peut dégénérer à tout moment quand on vit avec une personne violente. Je reste donc vigilante avec les services de l'Etat et les associations qui font un travail remarquable partout en France malgré la pandémie. Je ne veux pas que les femmes se disent qu'elles doivent subir pendant le confinement. Non ! Les dispositifs de l'Etat ne sont pas mis sur pause, ils sont même renforcés.



**Je crée des points d'accompagnement éphémères en partenariat avec [...] Unibail-Rodamco-Westfield, gestionnaire de centres commerciaux**

trompions. Soulignons aussi le message positif dans la hausse des interventions des forces de l'ordre : le ministère de l'Intérieur est pleinement mobilisé. Il met aussi en œuvre, avec l'Ordre des pharmaciens, une solution complémentaire de signalement depuis les officines. Cela sera effectif dans quelques jours, le temps pour mon service d'équiper les pharmaciens en outils pédagogiques. Cela permettra de multiplier les points d'entrée vers les forces de l'ordre. Mais ce n'est pas la seule nouveauté...

#### C'est-à-dire ?

Mon obsession, c'est de multiplier les points de contacts avec les femmes pour ne rien laisser passer. Comme il est plus difficile de se déplacer, nous faisons en sorte que les dispositifs

d'accompagnement aillent aux femmes. Je crée des nouveaux points d'accompagnement éphémères en partenariat avec des associations locales, les services de l'Etat et Unibail-Rodamco-Westfield, gestionnaire de centres commerciaux. Ils mettent des locaux à disposition gratuitement, permettant

la confidentialité mais assez vastes pour accueillir les femmes en respectant les mesures barrière.

#### Où seront-ils situés ?

Dans un premier temps, à So-Ouest à Levallois-Perret, aux 4-Temps à La Défense (Hauts-de-Seine), à Carré-Sénart à Lieusaint (Seine-et-Marne), au Forum des Halles à Paris, à V2 à Villeneuve-d'Ascq (Nord), aux Ulis (Essonne)... Dans un deuxième temps, Dijon, Rennes, Lyon... là où il y a un hypermarché ouvert. Nous visons une vingtaine de points dans les prochaines semaines. En allant faire les courses, ces femmes trouveront une oreille attentive et un accès à leurs droits d'une manière innovante et efficace.

## Le système D des femmes en danger

Une avocate témoigne des stratégies pour garder le contact le plus discrètement possible.



M<sup>e</sup> Isabelle Steyer reçoit de nombreux sms et mails de femmes terrorisées par leur conjoint violent depuis le début du confinement.

PAR GEOFFROY TOMASOVITCH

#### « JE TREMBLE DE PARTOUT,

je suis dans un état pas possible. Si vous êtes disponible pour me téléphoner demain, ça sera peut-être mieux car, aujourd'hui, je ne serai pas en état de discuter. Demain il fera son jogging. » Ce texto en forme de SOS, M<sup>e</sup> Isabelle Steyer l'a reçu vendredi sur son portable. L'avocate spécialisée notamment dans les violences conjugales a appelé, hier, cette femme en danger pendant la fenêtre de tir indiquée, une fois son conjoint sorti.

La communication avec sa cliente s'est révélée chaotique. Un mot sur deux. Voix de robot. L'échange s'est poursuivi par SMS. La compagne du joggeur a fait part de son état psychologique déplorable, confiant se sentir totalement démunie. « Je n'ai que vous pour m'aider », a-t-elle écrit à son avocate qui la recontactera au cours du week-end.

#### Une marge de manœuvre étroite

Des messages de cette nature, Isabelle Steyer en reçoit plusieurs par jour depuis le début du confinement. Principalement des SMS et des mails. « Ils émanent de clientes récentes, femmes dénonçant des violences psychologiques, rabaissées, dénigrées par leur conjoint, parfois devant les enfants. Elles sont venues me voir pour engager une procédure de séparation ou éventuellement pénale », précise-t-elle. Aucune n'a encore subi de violences physiques, mais elles vivent dans la peur et sous la pression. Un climat exacerbé dans le huis clos conjugal né du confinement.

« Leur situation s'est compliquée et aggravée », constate M<sup>e</sup> Steyer à l'aune des messages dont elle est destinataire. Ces femmes se retrouvent à la

merci du conjoint 24 heures sur 24, un homme à qui elles avaient parfois annoncé leur intention de partir. Cloîtrées, leur marge de manœuvre est étroite. Alors, à l'initiative de leur avocate, elles ont mis au point de « petites stratégies » pour maintenir le contact dans la plus grande discrétion possible.

« Le principe est que le conjoint ne s'aperçoive de rien. Certaines font couler l'eau de la douche et en profitent pour échanger avec moi dans leur salle de bains. Elles se cachent aussi dans les toilettes, sur le balcon, dans les escaliers ou la courette de l'immeuble, prétextant d'aller descendre les poubelles ou fumer une cigarette », détaille la pénaliste.

Un stratagème consiste aussi, en présence du conjoint menaçant, à faire semblant de parler à une autre interlocutrice. « Je leur demande de me tutoyer et de m'appeler par un autre prénom, celui d'une amie ou d'un collègue. »

Amorcés sans éveiller de soupçons, ces échanges peuvent se prolonger en limitant les risques. « Je les écoute, fais le point sur leur dossier, leur demande d'exposer les faits de la façon la plus précise. Et leur rappelle aussi qu'il ne faut pas hésiter à alerter un voisin, à appeler le 39.19 ou la police en cas de coups », ajoute l'avocate qui assure des consultations gratuites pour toutes femmes victimes de violences ou de menaces. Celles liées, par exemple, à la garde des enfants.

Hier, M<sup>e</sup> Steyer a reçu l'appel angoissé d'une mère chez qui son fils, mineur, venait de se réfugier. « Son père m'envoie des messages. Il m'a donné un ultimatum, autrement il s'en prendra à moi. » Même confinée sous un toit différent, une femme reste la cible potentielle de son ex-conjoint.